

Samy Johsua : « À gauche, on ne peut qu'affirmer le principe d'une école commune »

Category: Éducation

écrit par Pacco | 22 mai 2015

Mise à jour des programmes, interdisciplinarité, autonomie des établissements, enseignement des langues... La réforme du collège suscite les controverses, mais elle ne pourra qu'accentuer les inégalités scolaires, nous explique Samy Johsua.

Samy Johsua est ancien professeur en sciences de l'éducation, conseiller municipal Front de gauche à Marseille.

Regards. Comment peut-on résumer la situation critique de l'enseignement en France ?

Samy Johsua. Au départ de la réflexion, il y a une constatation irréfutable et une préoccupation largement partagée : les inégalités scolaires sont de plus en plus graves. On ne doit pas seulement retenir des enquêtes internationales la baisse du niveau moyen en France, car les écarts et les variations sont en réalité très minimes. Le fait que les catégories en difficulté le sont de plus en plus, et ce pour la première fois dans l'histoire multiséculaire du pays, est beaucoup plus significatif. Jusqu'au milieu des années 90, c'est-à-dire jusqu'aux réformes libérales, l'augmentation du niveau moyen était obtenue par une progression de tous. Cette évolution est catastrophique car elle annonce une cassure du pays dans les années à venir.

On a le sentiment que les annonces du gouvernement ont déclenché une énième guerre de tranchées sur ces sujets, sans réel débat. Les polémiques recouvrent-elles de vraies questions ?

Il y a une vraie opposition, menée par la droite, sur des faux

problèmes. Dès que l'on s'intéresse au problème central des inégalités scolaires, la droite monte au créneau – et pas seulement la droite, mais aussi une partie de la gauche qui est sur les mêmes positions. Un système de pensée s'est imposé, depuis vingt-cinq ans, qui cherche au problème des inégalités un type de solutions qui ne font que les renforcer. La voix de ceux qui souhaitent à la fois tenir compte des problèmes posés et trouver une issue réellement démocratique est de plus en plus affaiblie.

Le collège est-il vraiment le principal lieu de l'échec des politiques scolaires ?

Presque personne ne dit que l'on peut réduire cette question globale seulement au collège. Pour combattre réellement les inégalités, il faut d'abord résoudre le problème de l'organisation de la carte scolaire. Les mesures du gouvernement de Nicolas Sarkozy pour assouplir la carte scolaire ont été conservées, voire renforcées, par le gouvernement actuel. Dès lors, il y a tromperie : tout débat sur la mixité sociale dans les classes est faussé dans la mesure où elle est impossible dans ce contexte, quoi que l'on fasse. Elle l'est d'autant plus avec la fuite vers les établissements privés. Tant que ceux-ci peuvent recruter sans limite, toutes les mesures un tant soit peu coercitives en faveur de la mixité vont accélérer cette fuite des classes moyennes et supérieures. Dans un tel contexte, les mesures prises ne peuvent être que plus ou moins mauvaises.

Le débat s'est cristallisé sur l'enseignement du latin et du grec, ainsi que sur la suppression des classes « bilangues »...

On peut tout à fait débattre de la question de l'enseignement des langues anciennes, mais ce n'est à mon sens pas le problème principal. Le gouvernement veut supprimer les classes bilangues pour limiter la séparation des enfants des classes favorisées au sein du collège supposé unique. Mais, faute d'application réelle de la carte scolaire et compte tenu de la concurrence de l'enseignement privé, on a très peu de chances d'y parvenir. On obtiendra un collège formellement plus égalitaire, mais en pratique, les enfants des classes moyennes

vont simplement partir. En l'état, ce type de mesure ne peut qu'accentuer les difficultés.

Pourquoi la mise à jour des programmes suscite-t-elle toujours autant de controverses ?

La réflexion sur les programmes a été engagée depuis longtemps, mais le gouvernement y a mis un terme avant d'élaborer son projet. Cet autoritarisme est en soi incompréhensible. Une discussion tout à fait légitime portait sur l'évolution des programmes – un exercice délicat, notamment parce que les parents exigent de retrouver les enseignements de leur propre époque, et parce qu'il faut nécessairement « faire de la place » dans les programmes. L'équilibre est compliqué à trouver, et on a vu les réactions suscitées à droite par l'enseignement, tout à fait indispensable, de l'histoire de l'islam et de la colonisation. Je ne m'engage pas dans les controverses sur ces aspects-là, même si je suis surpris de la maladresse de certaines dispositions comme le placement des Lumières dans les matières facultatives.

La question de l'autonomie des établissements semble plus cruciale. Le renforcement des inégalités territoriales, la mise en concurrence des établissements sont-ils fatals ?

En accordant à chaque collège 20% du choix des contenus, on prétend assurer l'autonomie des établissements, leur offrir une « respiration ». Mais ces choix seront faits par une commission dont la direction choisira elle-même les membres, et surtout ils le seront en fonction d'une logique gestionnaire et des moyens disponibles. Cela ne pourra que générer des déséquilibres considérables entre les établissements. Dans les collèges des quartiers les plus favorisés, ce sont les contenus les plus traditionnels qui vont être renforcés. Ailleurs, l'idée – très répandue chez bon nombre de spécialistes mais que je ne partage pas – est qu'en s'éloignant des contenus traditionnels, on va résoudre les problèmes. Alors que vingt-cinq ans d'expériences dans ce sens montrent l'inverse.

On ne peut pas espérer que cette autonomie permette une

meilleure adaptation aux situations spécifiques des élèves les moins favorisés ?

Ce qui est décisif, ce sont les points de vue qui déterminent les choix. La réforme entend notamment introduire des enseignements interdisciplinaires, avec l'idée qu'ils sont plus concrets et seraient à ce titre plus adaptés aux élèves des milieux populaires. D'abord, l'opposition que font certains entre disciplines et contenus interdisciplinaire est artificielle : les disciplines actuelles sont des constructions interdisciplinaires – l'histoire-géographie, les mathématiques, la physique-chimie, le français qui réunit littérature, grammaire, linguistique, etc. Ces construits historiques gardent toutefois un lien avec les savoirs universitaires, avec les contenus validés. Si l'on glisse vers une construction interdisciplinaire décidée à l'échelle des établissements, la solidité des savoirs en question n'est plus garantie.

L'interdisciplinarité est-elle en soi une impasse ?

Je n'exprime pas une opposition de principe : le bilan des travaux personnels encadrés (TPE), qui consistent en la réalisation de sortes de mémoires par des groupes d'élèves, est par exemple positif. Mais les TPE résultent d'une réflexion sérieuse, pour établir des savoirs solides. Or on voit s'établir, dans la façon actuelle de procéder, une opposition entre les enseignements sérieux – qui seraient ennuyeux – et des enseignements concrets, ludiques : c'est une très mauvaise façon de prendre le problème. S'il n'y a pas une « libido cognitive », c'est-à-dire si on ne comprend pas que l'acquisition de la connaissance doit en elle-même susciter de la jouissance, on ne pourra pas avancer. Ce n'est pas parce qu'on leur fera faire des choses rigolotes que les élèves vont mieux apprendre. En musique ou en sport, on sait bien qu'il faut répéter ses gammes, s'entraîner, pour parvenir à un résultat. Diminuer de 20% le temps consacré aux disciplines traditionnelles sans modifier les objectifs finaux à l'issue de la troisième ne fera que rendre encore plus difficile l'atteinte de ces objectifs. En résumé, l'effet de ces

enseignements interdisciplinaires va être très positif dans les bons établissements et très négatif dans les établissements en difficulté.

Compte tenu de l'impuissance du collège unique à enrayer la reproduction ou l'aggravation des inégalités, comment continuer à en défendre le principe ?

Il faut s'entendre sur les termes. Il est faux de dire que l'école crée des inégalités : au pire, elle ne parvient pas à les combattre. Avec une telle façon de poser le problème, on pourrait aussi conclure qu'il faut supprimer l'école... On ne va pas enlever de la constitution le principe de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes au motif qu'on ne parvient pas à l'assurer ! La suppression du collège unique relève en réalité d'une position purement réactionnaire qui conduit inmanquablement à revenir à une école pour les riches et une école pour les pauvres – et pas seulement pour le collège. À gauche, on ne peut qu'affirmer le principe d'une école commune, indifférenciée. Quand on aura mis « chacun chez soi », cela n'ira mieux que pour ceux qui seront débarrassés des pauvres. Un élève en difficulté, mais pas encore décroché, aura beaucoup plus de chances de s'en sortir dans une classe avec des élèves plus forts. Alors que, comme le montrent les études internationales, pour les bons élèves, la présence d'élèves en difficulté ne change quasiment rien. Les élites n'ont pas de problèmes.

Plusieurs intellectuels spécialistes de l'éducation, dans une tribune publiée par Le Monde, appellent à « rompre avec le mythe d'un traitement uniforme des collégiens »...

Ce constat de départ n'est pas faux. Si vous traitez également des personnes inégales, vous ne pourrez créer que de l'inégalité. Pour construire l'égalité, il faut traiter inégalement des gens inégaux. La réponse ne doit pas d'abord porter sur la pédagogie, mais sur la nature et la composition des programmes et des savoirs. On devrait ainsi transformer ce que l'on définit comme la culture commune, qui valorise très peu des aspects pourtant importants dans certaines catégories sociales – comme l'enseignement technique et technologique.

Des demandes de savoir très fortes au sein de la société ne sont pas présentes à l'école, comme celles qui concernent la médecine, la psychologie, etc.

Adapter les enseignements à chaque élève est donc une fausse bonne idée ?

L'individualisation des pédagogies massivement prônée aujourd'hui, y compris par le gouvernement, se fait inmanquablement au bénéfice des plus forts. Et elle va à rebours des pédagogies qui montrent que l'apprentissage est plus efficace quand il est collectif, à l'image des activités humaines elles-mêmes. Au lieu de concevoir l'enseignement comme une course de cent mètres, qui établit des premiers et des derniers à l'arrivée (tout en ignorant que certains partent avec un sac de ciment sur le dos), on devrait s'inspirer des sports collectifs : dans une équipe, il y a des joueurs forts et d'autres qui ratent leur match, mais c'est l'équipe qui gagne ou qui perd. Dans toutes les disciplines, on peut enseigner en favorisant un apprentissage collaboratif, pour atteindre les objectifs communs, au bénéfice de tous. Ce point de vue est non seulement de gauche, mais aussi anthropologique.

Propos recueillis par Jérôme Latta. Publié sur le site de Regards